



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC  
Ministère de l'Environnement

**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION**

**« AGRANDISSEMENT »**

**POUR L'EXPLOITATION D'UNE SABLIERE**

**SITE 31H12-014**

## 1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

### 1.1 S'il s'agit d'une personne physique :

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

N° de téléphone : ( ) \_\_\_\_\_ N° de télécopieur : ( ) \_\_\_\_\_

### 1.2 S'il s'agit d'une personne morale, d'une société ou d'une association :

Nom de l'entreprise : Ministère des Ressources naturelles

Adresse du siège social : 5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, bureau C-408

Charlesbourg (Québec) G1H 6R1

Nom et qualité du signataire : André Ouellet, ingénieur

N° de téléphone : (418) 627-6290 poste 5390 N° de télécopieur : (418) ) 643-4264

N° d'immatriculation au registre des entreprises (assigné à l'entreprise du demandeur par l'inspecteur général des institutions financières) : 1837-3753

Vous pouvez rejoindre celui-ci par téléphone au 1-888-291-4443, par télécopieur au (418) 646-9660 et par Internet au <http://www.igif.gouv.qc.ca>.

Joindre une **copie certifiée** d'un document émanant du conseil d'administration ou des associés ou des membres, selon le cas, qui autorise le signataire de la demande à la présenter au ministre.

### 1.3 S'il s'agit d'une municipalité :

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

N° de téléphone : ( ) \_\_\_\_\_ N° de télécopieur : ( ) \_\_\_\_\_

Nom du signataire : \_\_\_\_\_

Joindre une **copie certifiée** d'une résolution du conseil qui autorise le signataire de la demande à la présenter au ministre.

1.4 **Identification du consultant mandaté pour attester de l'exactitude des renseignements et de la conformité au Règlement sur les carrières et sablières :**

Nom : \_\_\_\_\_

Titre de profession : \_\_\_\_\_

Nom de la firme : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

N° de téléphone : ( ) \_\_\_\_\_ N° de télécopieur : ( ) \_\_\_\_\_

2. **RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'EXPLOITATION**

2.1 Nature de la demande :

Nouvelle sablière : OUI  NON

Nouvelle carrière : OUI  NON

Agrandissement de l'aire  
d'exploitation d'une sablière : n/dos : 7610-06-01-0267510 OUI  NON

Agrandissement de l'aire  
d'exploitation d'une carrière : OUI  NON

Installation d'un procédé  
de concassage ou tamisage : OUI  NON

Augmentation de la capacité  
nominale d'un procédé de  
concassage ou tamisage : OUI  NON

Autres (spécifier) : \_\_\_\_\_

2.2 Nature des agrégats: gravier naturel

Y aura-t-il concassage et tamisage de résidus  
de pavage, de béton ou de brique ? OUI  NON

2.3 Usage projeté des agrégats : Fins commerciales et entretien routier

\_\_\_\_\_

2.4 Taux de production annuelle: 35 000 tonnes métriques

2.5 Aire d'exploitation (pour une sablière ou une carrière) :

a) Superficie totale d'exploitation 100 000 mètres carrés

b) Superficie du sol à découvrir 82 200 mètres carrés

c) Superficie à excaver 83 000 mètres carrés

d) Épaisseur moyenne à exploiter 5 mètres

e) Épaisseur maximum à exploiter 6 mètres

2.6 Procédés utilisés :Chargement direct  Forage  Dynamitage Concassage  Tamisage 

Autres (spécifier)

---



---

Fournir une description des équipements qu'on prévoit utiliser et la capacité nominale de ceux-ci (**remplir le tableau 1**) ainsi que les **plans et devis** des équipements de concassage et tamisage.

2.7 Séquence d'exploitation :

L'exploitation va se poursuivre à partir des fronts existants et de l'actuel plancher.

Elle progressera par la suite et vers le nord et vers le sud.

---

2.8 Nappe phréatique (dans le cas d'une sablière ou d'une carrière) :

Décrire les travaux de terrain effectués pour localiser la profondeur de la nappe phréatique y compris la date de ces travaux.

Test à l'aide d'une pelle

---

L'exploitation se fera-t-elle totalement au-dessus de la nappe phréatique ?

OUI  à 1 mètre      NON

**Si oui**, décrire les moyens pris pour s'assurer que l'exploitation demeurera en tout temps à un mètre au dessus de la nappe (exemple : puits d'observation, repère fixe et permanent, etc.)

Les entrepreneurs devront effectuer des tests à l'aide de pelle pour s'assurer de demeurer en tout temps à 1 mètre au-dessus la nappe phréatique.

---

**Si non**, la profondeur sous la nappe phréatique sera de \_\_\_\_\_ mètres.

Décrire le mode d'exploitation sous la nappe phréatique :

---



---



---

2.9 Calendrier d'exploitation :

- a) Date prévue du début des travaux Dés l'émission du CA (été 2004)
- b) Date prévue de la fin des travaux 10 ans après la délivrance du CA
- c) Heures par jour d'opération normale : 6:30 heures à 18:30 heures
- d) Jours par semaine d'opération normale : du : lundi  
au : samedi (incl.)

3. ATTESTATION MUNICIPALE

Fournir un certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité locale ou, s'il s'agit d'un territoire non organisé, de la municipalité régionale de comté, **attestant que le projet ne contrevient à aucun règlement municipal** (utiliser de préférence le modèle annexé et transmettre l'original).

4. AUTORISATION DE LA CPTAQ

Le projet est-il situé dans une zone agricole ? OUI  NON

Si oui, fournir une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec autorisant cette activité.

5. LOCALISATION DE L'EXPLOITATION

Adresse civique : site 31112 014

Lot(s) partie des lots 6, 7 & 8

Rang rang II

Cadastre canton de Masson

Municipalité régionale de comté Matawinie

Municipalité Saint-Zénon

En l'absence d'un cadastre, coordonnées géographiques (ou U.T.M.) : voir plan ci-joint.

Cocher le statut approprié : Propriétaire  Locataire

Si le demandeur n'est pas propriétaire du terrain à exploiter, indiquer les nom et adresse du propriétaire :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Dans le cas d'une sablière, fournir une copie de tout document, titre, contrat ou entente qui accorde au requérant des droits d'exploitation exclusifs.

Définition de l'aire d'exploitation : la surface du sol d'où l'on extrait des agrégats, y compris toute surface où sont placés les procédés de concassage et de tamisage et où l'on charge ou entrepose les agrégats.

<b>DISTANCE ENTRE L'AIRE D'EXPLOITATION :</b>		
1)	et le territoire zoné par l'autorité municipale pour fins résidentielles, commerciales ou mixtes (commerciales-résidentielles) le plus rapproché. Zonage du terrain : <u>résidentiel</u>	<u>0</u> mètres
2)	et l'habitation la plus rapprochée à l'exclusion de l'habitation appartenant ou louée au propriétaire du terrain ou à l'exploitant. Identifier : <u>Les plus proches habitations se situent autour du lac Canot-d'Écorce à environ 400 mètres au sud-ouest et autour du lac Mignon à environ 1000 mètres au nord-est.</u>	<u>&gt; 150</u> mètres
3)	et le temple religieux, l'école ou autre institution d'enseignement, le plus rapproché. Identifier : <u>St-Zénon</u>	<u>~ 12 000</u> mètres
4)	et le terrain de camping le plus rapproché. Identifier : _____	<u>&gt; 150</u> mètres
5)	et l'établissement au sens de la Loi des services de santé et des services sociaux (L.R.Q., CS-5) le plus rapproché. Identifier : <u>St-Zénon</u>	<u>~ 12 000</u> mètres
6)	et le lac le plus rapproché. Identifier : <u>sans appellation</u>	<u>~ 130</u> mètres
7)	et le ruisseau, la rivière, le fleuve le plus rapproché. Identifier : <u>Milieu humide</u> <u>ruisseau intermittent</u>	<u>75</u> mètres <u>30</u> mètres
8)	et le puits ou source d'eau servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc municipal ou privé le plus rapproché. Identifier : _____	<u>&gt;1000</u> mètres
9)	et la voie publique la plus rapprochée Identifier : <u>route gravellée</u>	<u>35</u> mètres
10)	et la réserve écologique la plus rapprochée Identifier : <u>N/A</u>	<u>&gt; 100</u> mètres
11)	et la limite des terrains voisins Identifier : <u>lots voisins au ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs</u>	<u>0</u> mètres
Distance entre la voie d'accès et la construction ou l'immeuble visé aux points 2, 3, 4 et 5 le plus rapproché Identifier : <u>N/A</u>		<u>&gt; 25</u> mètres

Fournir un plan général, à l'échelle, **dûment certifié et signé**, indiquant :

- I) L'aire d'exploitation, y compris la localisation des équipements, des aires de chargement, de déchargement et de dépôt des agrégats, des aires d'entreposage des terres de découverte et du sol végétal ainsi que le zonage du terrain où sera situé la sablière, la carrière ou le procédé de concassage ou tamisage;
- II) le territoire avoisinant situé à moins de 150 mètres de l'aire d'exploitation dans le cas d'une sablière ou d'un procédé de concassage ou tamisage de substances non consolidées à l'extérieur d'une sablière ou d'une carrière **ou** celui situé à moins de 600 mètres dans le cas d'une carrière ou d'un procédé de concassage ou de tamisage de substances consolidées ou de résidus de pavage, de béton ou de briques à l'extérieur d'une carrière ainsi que le zonage de ce territoire;
- III) le nom et le tracé des voies publiques, des voies d'accès existantes et à construire, des cours d'eau ou des lacs, l'emplacement des puits et l'emplacement et la nature de toute construction, terrain de camping ou établissement récréatif situés dans le périmètre délimité selon le sous-paragraphe II;
- IV) la date de préparation du plan général; et
- V) les limites de la propriété sur laquelle le requérant possède des droits d'exploitation.

Dans le cas d'une carrière, fournir un plan topographique de l'aire d'exploitation montrant des courbes de niveau d'au plus 1,5 mètre d'intervalle.

## 6. GARANTIE

Dans le cas d'une sablière, fournir une garantie de 5 000\$ dans le cas où la surface à découvrir est inférieure ou égale à 1 hectare et de 4 000\$ par hectare ou fraction d'hectare dans le cas où la surface à découvrir est supérieure à 1 hectare, cette garantie étant constituée sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- I) en espèces ou par chèque certifié à l'ordre du ministre des Finances;
- II) en obligations payables au porteur, réalisables en tout temps, émises ou garanties par le gouvernement du Québec, par le gouvernement du Canada ou par une municipalité et dont la valeur au marché est au moins égale au montant de la garantie exigible;-
- III) en un acte solidaire sous forme de cautionnement ou de police d'assurance, conjoint et avec renonciation aux bénéficiaires de discussion et de division, émis par une institution bancaire, une caisse d'épargne et de crédit ou un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu du chapitre I du titre IV de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) (utiliser le formulaire en annexe) ;
- IV) en une lettre de crédit irrévocable émise par une institution bancaire ou une caisse d'épargne et de crédit.

## 7. MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- 7.1 Dans le cas d'une sablière ou d'un procédé de concassage ou tamisage de substances minérales non consolidées en dehors d'une sablière ou d'une carrière, si l'aire d'exploitation est située à moins de **150** mètres d'un territoire zoné par l'autorité municipale pour fins résidentielles, commerciales ou mixtes ou à moins de 150 mètres d'une habitation, sauf s'il s'agit d'une habitation appartenant ou louée au propriétaire ou à l'exploitant, *fournir une évaluation du niveau maximum de bruit dans l'environnement en provenance de l'aire d'exploitation (fournir le cas échéant, les plans et devis des écrans anti-bruit).*

Si l'exploitant ou le propriétaire de la sablière ou du procédé est le propriétaire ou le locataire d'une habitation située à moins de **150** mètres de l'aire d'exploitation, *en fournir la preuve.*

- 7.2 Dans le cas d'une carrière ou d'un procédé de concassage de substances minérales consolidées ou de résidus de pavage, béton, briques à l'extérieur d'une carrière, si l'aire d'exploitation est située à moins de **600** mètres d'un territoire zoné par l'autorité municipale pour fins résidentielles, commerciales ou mixtes ou à moins de 600 mètres d'une habitation, sauf s'il s'agit d'une habitation appartenant ou louée au propriétaire ou à l'exploitant, *fournir une évaluation du niveau maximum de bruit dans l'environnement en provenance de l'aire d'exploitation (fournir le cas échéant, les plans et devis des écrans anti-bruit).*

Si l'exploitant ou le propriétaire de la carrière ou du procédé est le propriétaire ou le locataire d'une habitation située à moins de **600** mètres de l'aire d'exploitation, *en fournir la preuve.*

- 7.3 Dans le cas d'une sablière, si l'aire d'exploitation est située à moins de 75 mètres de tout ruisseau, rivière, fleuve, lac, mer, marécage ou batture, *fournir une étude d'impact sur l'environnement portant sur la contamination de l'eau, l'érosion du sol, les lieux de nidification ou de rassemblement des oiseaux migrateurs et les frayères de poissons.*
- 7.4 Dans le cas d'une sablière ou d'une carrière, si l'aire d'exploitation est située à moins d'un kilomètre de tout puits, source ou autre prise d'eau servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc municipal ou privé, *fournir une étude hydrogéologique des lieux démontrant que l'exploitation ne sera pas susceptible de porter atteinte au rendement du puits qui alimente ce réseau.*

- 7.5 Système de dépoussiérage à voie humide :

Nombre de gicleurs : N/A

Marque : \_\_\_\_\_

Modèle : \_\_\_\_\_

Source d'approvisionnement en eau \_\_\_\_\_

- 7.6 Dépoussiéreurs à sacs filtrants :

Le cas échéant, *remplir et joindre le formulaire Demande d'autorisation pour l'installation d'un dépoussiéreur à sacs filtrant qui peut être obtenu en communiquant avec le ministère de l'Environnement.*

*Joindre les plans et devis.*

- 7.7 Sources secondaires de contamination de l'atmosphère :

Décrire les mesures prévues pour prévenir les émissions de poussières provenant des voies d'accès, des aires de stationnement ou de circulation et des tas d'agrégats :

N/A

- 7.8 Eaux rejetées dans l'environnement :

Le cas échéant, *fournir les plans et devis des équipements de traitement d'eaux (exemple : bassin de sédimentation).*



7.9 Produits pétroliers :

Y aura-t-il entreposage de produits pétroliers (essence, diesel, huile à moteur, huile hydraulique, etc.) ?

OUI  NON

Si oui, indiquer les quantités et décrire le mode d'entreposage :

**Aucun entreposage de produits pétroliers ne sera toléré sur le site.**

7.10 Matières dangereuses résiduelles

Y aura-t-il production de matières dangereuses résiduelles (huiles usées, solvants usés, etc.) ?

OUI  NON

Si oui, préciser la nature, la quantité, le mode d'entreposage et le lieu d'élimination :

**Aucun entreposage de matières dangereuses ne sera toléré sur le site.**

8. **RESTAURATION (dans le cas d'une sablière ou d'une carrière)**

8.1 Usage actuel du terrain destiné à être exploité : Sablière et boisé

Surface boisée (ancien bûché) : 82 200 mètres carrés

Agriculture : \_\_\_\_\_ mètres carrés Champs : \_\_\_\_\_ mètres carrés

Autres (spécifier) : Excavé : 9 600 mètres carrés

Chemin : 2 500 mètres carrés Déboisé : 5 700 mètres carrés

8.2 Volume total de sol végétal et de terres de découverte conservés pour la restauration:

~ 12 000 mètres cubes

Épaisseur du sol végétal : ~ 15 cm

8.3 Usage prévu du terrain après l'exploitation : Retour à la forêt

8.4 Le plan de restauration est constitué d'une ou des options cochées qui suivent :

- a) Régalage et restauration de la couverture végétale du sol (arbres, arbustes, pelouse ou culture)
- b) Remplissage par de la terre, du sable ou de la pierre et restauration de la couverture végétale de la surface
- c) Aménagement avec plans d'eau conçus de façon à prévenir la stagnation des eaux et atteignant une profondeur de 2 mètres ou plus au niveau le plus bas
- d) Projet d'aménagement récréatif ou projet de construction

- 8.5 Décrire les différentes étapes de restauration et les ouvrages prévus (hauteur des coupes finales, pentes des talus, ouvrages de stabilisation, etc.).

Dans la saison qui suivra la fermeture du site, le fond et les abords de l'ouverture seront nettoyés de tous débris. Les faces de l'ouverture seront adoucies à une pente maximale de 30° de l'horizontale. Les terres de découverte qui auront été conservées en périphérie seront étendues uniformément au fond et sur les pentes de l'ouverture. La restauration pourra se faire progressivement lorsque des secteurs seront épuisés et plus nécessaires aux travaux d'exploitation. La restauration devra être complétée au plus tard un an après la fermeture du site. Des conifères seront plantés au taux de 1 600 plants à l'hectare. Une clause sera prévue au contrat de plantation d'arbres pour assurer la croissance des arbres nouvellement plantés pendant une période de deux ans.

---

## 9. LISTE DES ANNEXES

Inscrire les titres et les numéros des plans, devis et rapports annexés :

Plan – Demande de certificat d'autorisation – Agrandissement- CA 7610 06 01 0267510

Sablière 31112-014

---

Lettre – Autorisation de signatures ,signée par Jean-Marc Charbonneau, le 7 janvier 2004

Lettre – Bail non exclusif d'exploitation de substances minérales de surface, signée par

André Ouellet le 17 février 2004

---



---



---



---

## 10. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

La sablière est exploitée depuis plus de 10 ans. Elle se situe dans la zone d'exploitation contrôlée des Nymphes.

---



---



---



---



---



---

**DÉCLARATION DU DEMANDEUR**

Je, André Ouellet, ing., soussigné et agissant à titre de demandeur ou de signataire dûment autorisé, déclare que les renseignements ci-dessus énumérés de même que ceux qui sont en annexe sont exacts et conformes aux exigences prescrites par le Règlement sur les carrières et sablières (Q-2, r.2) et accepte de m'y conformer.

*Original signé par André Ouellet, ing. le 29 juillet 2004 et mis à jour le 4 août 2004*

(Signature du demandeur ou du signataire autorisé)

Date

**DÉCLARATION DU CONSULTANT MANDATÉ PAR LE DEMANDEUR**

Je, \_\_\_\_\_, soussigné et agissant à titre de consultant pour le demandeur déclare que les renseignements ci-dessus énumérés de même que ceux qui sont en annexe sont exacts et conformes aux exigences prescrites par le Règlement sur les carrières et sablières (Q-2, r.2).

\_\_\_\_\_  
(Signature et titre de profession)

\_\_\_\_\_  
Date

**Toute fausse déclaration rend les signataires passibles des pénalités et recours prévus à la Loi sur la qualité de l'environnement (Lois refondues du Québec, chapitre Q-2).**

**TABLEAU 1**  
**INVENTAIRE DES ÉQUIPEMENTS UTILISÉS**

TYPE D'ÉQUIPEMENT	FABRICANT	MODÈLE	CAPACITÉ NOMINALE (Tonnes métriques/heure)	NOMBRE
Chargeur sur roues				

Signature du demandeur ou du signataire autorisé \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

